

honorables ami. Je crois que les problèmes en cause sont trop importants pour s'en servir comme dada politique.

L'hon. M. Churchill: Je m'inquiète de la renommée du Canada et de son prestige à l'étranger.

Une voix: Depuis quand?

L'hon. M. Churchill: Depuis toujours, et je l'ai également démontré par mes actes.

M. Nesbitt: Monsieur le président, la déclaration du ministre nous a grandement intéressés. Cependant, il a fait certaines observations importantes qui méritent peut-être d'être éclaircies davantage. Tout d'abord, je crois que nous partageons tous les craintes fort justifiables que le ministre entretient au sujet de l'avenir des Nations Unies, par suite du refus de l'Union soviétique et de ses satellites, ainsi que de la France, d'acquiescer les cotisations régulières qu'ils doivent aux Nations Unies.

Cela me rappelle un entretien très intéressant que j'ai eu avec l'ancien secrétaire général, environ une semaine avant sa mort. Il m'a alors dit: «Vous savez, la Société des Nations a été un succès». Lorsqu'il a constaté ma surprise, il a ajouté: «Après tout, ce fut un succès, car ce fut la première organisation de ce genre dans l'univers. Elle a fait faillite pour les raisons que nous connaissons tous, et l'Organisation des Nations Unies, telle que nous la connaissons, fera probablement faillite un jour, et ensuite une troisième, puis une quatrième organisation sera instituée. Après tout, il faut considérer ces choses dans une perspective d'avenir».

Si les craintes du ministre devaient se réaliser, l'ONU, telle que nous la connaissons aujourd'hui, pourrait disparaître. Mais elle ne manquerait pas de renaître de ses cendres, comme le Phénix, pour la seconde fois. Il faudrait s'y attendre, car le monde ne saurait se passer d'une organisation comme celle des Nations Unies, même dans sa forme actuelle. C'est là une conviction que partagent la plupart des pays, je crois.

Les observations du ministre sur les armes nucléaires m'ont fort intéressé. Ma réaction fut à peu près celle du député de Winnipeg-Sud-Centre. Au dire du ministre—qui ne se fera pas faute de me reprendre si j'ai mal compris—c'est d'abord en 1948 que le Canada s'est engagé à acquiescer des armes nucléaires. Voilà certes une révélation intéressante, car, à en croire des députés de ce côté-là de la

[L'hon. M. Martin.]

Chambre, cet engagement ne remontait pas si loin. Le renseignement est donc des plus intéressants.

Le ministre affirme que le Canada n'est pas membre du club nucléaire; néanmoins ce n'est pas toujours ce qui est vrai, mais ce qui semble vrai qui compte. En tout cas, nombre de nos collègues, aux Nations Unies et ailleurs, m'ont déclaré sans ambages: Votre pays peut bien parler et appuyer la résolution irlandaise, la résolution suédoise et d'autres encore, mais en somme, vous êtes membre du club nucléaire. Sans doute on se demande qui sera chargé d'appuyer sur le bouton au dernier moment, mais au fond, vous êtes bien membre du club. Que cela nous plaise ou non, c'est l'impression de l'étranger.

Le ministre a parlé aussi du vif intérêt que le Canada porte à la politique étrangère de la France. Je reconnais qu'il s'agit d'une affaire de la plus haute importance pour le Canada, d'autant plus que récemment encore, on a eu chez nous du moins l'impression, que la France portait un intérêt indu à nos affaires intérieures. Je me souviens d'avoir signalé une fois cette question au premier ministre. Il a promis de l'étudier, mais jusqu'ici, je n'ai pas encore reçu de réponse.

Je signale aux honorables députés ce qui s'est passé à Trois-Rivières, il y a quelques semaines, alors que, si je me souviens bien, le rapporteur de la Commission des affaires extérieures à l'Assemblée nationale française avait dit aux membres de la Société Saint-Jean-Baptiste que l'indépendance du Québec et sa séparation du reste du Canada serait une excellente chose. Il y a eu un autre incident à l'époque où Air-Canada songeait à acheter un avion. Apparemment, on étudiait divers modèles d'avion et certains journaux ont écrit que l'ambassadeur de France s'occupait activement de l'affaire en encourageant certains étudiants de Montréal à exercer des pressions pour que le gouvernement achète le Caravelle. Nous avons lu également dans les journaux français que l'on songeait à aménager une station radiophonique puissante dans l'île de Miquelon, pour répandre la culture française au Canada.

Ces rumeurs sont fondées, mais elles semblent indiquer que le gouvernement français actuel s'intéresse de très près aux affaires de notre pays. Si l'on n'a pas encore examiné sérieusement ces questions, j'espère qu'on le fera, car des interventions de ce genre ne sont pas forcément toujours bien accueillies.